

Paris, le 20 juin

## **GROUPE DE NIVEAU, UN FIASCO POINTÉ PAR L'IGESR**

Depuis septembre 2024, les personnels se voient imposer l'une des mesures phares de la réforme "Choc des savoirs" : la mise en place de groupes pour les classes 6e et les 5e en français et en mathématiques. Le rapport de l'inspection générale (IGESR) publié le 17 juin 2025 montre l'échec de cette mesure. Comme SUD éducation l'avait dénoncé durant la mobilisation contre le "Choc des savoirs", les groupes de niveaux ont eu des effets délétères sur les élèves et les personnels. Grâce à la mobilisation des personnels, le ministère a dû reculer sur la mise en place de ces groupes en 4e et en 3e. Il doit désormais acter le fiasco pédagogique et abandonner cette mesure à tous les niveaux.

Défendue par le ministère comme une mesure à destination des élèves les plus fragiles, ces dernières restent cependant les premières victimes de l'échec de la mise en place des groupes selon l'IGESR. Sans moyens et sans formation des personnels, cette mesure stigmatise les élèves les plus en difficulté en les isolant, rapporte l'inspection. Comme SUD éducation le dénonce depuis le début de la mobilisation contre le "Choc des savoirs", les groupes de niveaux sont donc une mesure de tri social qui renforce les inégalités. Elle accroît les écarts entre les enfants et les discriminations envers les élèves handicapé-es. Ce renforcement des difficultés des élèves les plus fragiles rend difficile la construction de groupes classes hétérogènes en quatrième.

L'inspection souligne enfin le manque de moyens et la difficulté à appliquer la mesure à l'échelle locale. Elle pointe la déconnexion d'une réforme pensée sans la concertation des personnels et qui nie leur expertise. L'explosion du groupe classe est également l'une des causes de la dégradation des conditions d'enseignement et de travail des personnels et des élèves. L'IGESR alerte également sur la difficulté à travailler en commun et à construire des projets collectifs face à des groupes quasi inexistantes. Pour SUD éducation le ministère doit reculer et supprimer cette réforme de tri social. SUD éducation exige un Choc des moyens pour lutter contre les inégalités sociales.

SUD éducation revendique la baisse du nombre d'élèves par classe, une meilleure formation initiale et continue des personnels sur temps de service et davantage de moyens pour prendre en charge l'hétérogénéité des niveaux dans les classes.